



Regroupement des conseils régionaux de l'environnement du Québec

Philippe Bourke, directeur général du RNCREQ, et Cédric Chaperon, responsable des dossiers énergie et changements climatiques, assistent à la 21^e Conférence des parties sur le climat (COP 21), à Paris, en décembre 2015.

Chaque jour, ils livrent leurs impressions et nous donnent le pouls de la COP21 en quatre temps :

- la leçon du jour,
- le fait marquant,
- la personne la plus inspirante,
- à surveiller demain.



COY11 – 27 novembre 2015

Cédric Chaperon assiste à la COY11, la 11^e Conférence des jeunes sur le climat.

La leçon du jour

Pour Sulak Sivaraska, ceux qui s'enrichissent sans redistribuer sont ceux qui contribuent le plus aux émissions de GES. Le réchauffement climatique et l'accès aux ressources naturelles sont la cause de violences comme en témoignent plusieurs événements récents au Moyen-Orient. Notre monde a du mal à agir efficacement pour réduire ses émissions de GES car les énergies fossiles nous ont tellement rendus riches que nous ne parvenons pas à nous en détourner.

Le fait marquant

Le Canada vient d'annoncer qu'il va contribuer au Fonds vert de l'ONU pour le climat, destiné à soutenir les pays en développement dans différents projets, notamment avec pour objectif de diminuer les émissions de GES, de lutter contre la déforestation et de prendre des mesures d'adaptation aux conséquences du réchauffement climatique. Le Canada s'engage ainsi à contribuer pour 2,65 milliards de dollars sur 5 ans, ce qui constitue le double du dernier montant qu'avait engagé le gouvernement conservateur.

Il a été établi à Copenhague en 2009 que les pays riches devraient mobiliser 100 milliards de dollars par an à compter de 2020.

La personne la plus inspirante

Sulak Sivaraksa, né le 27 mars 1933, est un bouddhiste thaïlandais, militant dans les domaines du social, de l'écologie et des Droits humains. Il a été nommé deux fois pour le Nobel de la paix.

Au travers la vision de buddha, il a livré un discours inspirant sur l'interaction entre des défis contemporains et celui de la lutte contre les changements climatiques.

« The 2000 years of Buddha teaching can help us overcome the climate changes. »

Sulak Sivaraksa

À surveiller ce weekend

Dimanche, à Ottawa, allez marcher pour le climat, les solutions et la justice climatiques !

« À la veille de la conférence de Paris sur les changements climatiques, exprimons à notre nouveau gouvernement qu'une économie 100 % propre est 100 % possible ! »

Toutes les infos sont ici : <http://www.100possible.ca/fr>

COP 21 – 1^{er} décembre 2015

On est loin de la nature

La leçon du jour

Philippe – « Je ne me suis jamais senti aussi loin de l'environnement que lors de cette première journée à Paris. J'ai beau assister à l'un des plus grands sommets de l'histoire sur les changements climatiques, il n'y a pas grand-chose de naturel ici. Un centre de foire au milieu d'un aéroport, pas une once de verdure, des "complets-cravates" de tous les styles, des médias aux aguets, bref, on est vraiment en rupture avec la nature, ici aussi. L'humanité, en particulier dans les sociétés occidentales, est de moins en moins en contact avec la nature. C'est d'ailleurs là l'une des raisons qui rend si difficile la prise en compte des limites de la Terre, et retarde la mise en œuvre de solution pour la préserver.

Voici ce que disait Luther Standing Bear, chef Lakota aux États-Unis, à la fin du XIX^e siècle :

Le cœur de l'homme éloigné de la nature devient dur. (...) L'oubli du respect dû à ce qui pousse et à ce qui vit amène également à ne plus respecter l'homme. »

Cédric – Le début de semaine à la COP21 sera principalement concentré sur les pays vulnérables et sur la résilience. Il s'agit d'une occasion d'aborder la situation de l'Afrique, puisque se tenait aujourd'hui le Sommet défi climatique et solutions africaines. Récemment, ce continent a réitéré son appel à la communauté internationale de doubler la part de financement consacrée à l'adaptation au changement climatique, passant de 16% aujourd'hui à 32% d'ici à 2020. Il s'agit donc de 32 milliards de dollars du Fonds vert de l'ONU pour le climat qui doit rassembler 100 milliards de dollars par an à compter de 2020.

Cependant, le Réseau action climat France (RAC-F) estime que les besoins réels sont nettement supérieurs à 32 milliards de dollars par an. On estime que les coûts liés à l'adaptation dans les pays en développement devraient atteindre environ 500 milliards de dollars par an en 2050, même dans un scénario de réchauffement limité à 2°C. De quoi remettre en perspective les réels besoins de l'Afrique par rapport à ce qui est demandé...

Pour aller plus loin :

Le Monde - [Ne pas oublier l'Afrique](#)

Lettre des ONG publiée par le RAC France - [Les pays riches sauront-ils répondre à l'appel de l'Afrique pour l'adaptation ?](#)

Le Monde - [Un plan pour relever le défi climatique en Afrique](#)

Le fait marquant

Philippe – Le Canada n'est plus la honte de la COP. Nous étions habitués à le voir recevoir régulièrement des prix fossiles, prix quotidien remis aux pays qui s'engagent le moins dans la lutte climatique, voire qui nuisent carrément aux travaux et à la conclusion d'un accord.

Voilà que c'est la Nouvelle-Zélande qui prend le relais, elle qui pourtant s'est présentée à nous au cours des dernières années comme le paradis terrestre. Rappelez-vous les paysages idylliques à couper le souffle de la trilogie du Seigneur des anneaux. Nous avons croisé un manifestant Néozélandais déguisé en mouton qui dénonçait l'inaction de son pays sur le climat. Les émissions y ont crû de 111 % depuis 1990 et elles devraient augmenter d'un autre 50 % d'ici 2030.

Les moutons ? Ils sont environ 33 millions là-bas pour 4 millions d'humains. Le secteur de la production agricole est en conséquence un grand contributeur des émissions de GES de la Nouvelle-Zélande.

Cédric – Le président américain Barack Obama, qui s'est dit « *optimiste* », a présenté la lutte contre le réchauffement comme « *un impératif économique et de sécurité auquel nous devons nous attaquer maintenant* », car sinon, « *nous aurons rapidement à consacrer de plus en plus de nos ressources économiques et militaires (...) pour s'adapter aux conséquences d'une planète qui change* ».

Source : [Le Monde](#)

La personne la plus inspirante

Mario Molina, Prix Nobel de chimie (1995) et conseiller du président Obama.

Lire son interview pour le journal Le Monde :

[« Monteriez-vous dans un avion qui a une chance sur cinq de s'écraser ? »](#)

À surveiller demain

(1) À l'heure du lunch : une conférence, en présence du ministre David Heurtel, sur les suites du Sommet mondial Climat et territoires, auquel le RNCREQ avait participé en juillet dernier, à Lyon (lire leur [rapport de mission](#)). On y présentera les propositions qui étaient ressorties de ce sommet pour faire des acteurs non-étatiques des leaders dans la mise en œuvre de la lutte contre les changements climatiques et de l'adaptation. Pour aller plus loin, lire la déclaration finale du Sommet :

[L'action territoriale au cœur de la réponse au défi climatique.](#)

(2) En fin de journée : le lancement du 2^e Sommet mondial Climat et territoires, qui aura lieu à Nantes en septembre 2016. On y croquera Ségolène Royal, ministre de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie de la France, Anne Hidalgo, Maire de Paris, ainsi que Hakima El Haite, ministre déléguée chargée de l'Environnement du Maroc, représentante de la Présidence de la COP22.

Bonus

Les négociations climatiques internationales en dix dates : http://www.lemonde.fr/cop21/visuel/2015/11/30/les-negociations-climatiques-internationales-en-10-dates_4820353_4527432.html

COP 21 – 2 décembre 2015

Paris-Dakar et le rayon du jour

La leçon du jour

Paris-Dakar existe toujours ?! Mais non, il ne s'agit pas du fameux rallye (auto, moto, quad et camion) entre la France et le Sénégal. Certains se rappelleront que ce rallye fut abondamment décrié, non seulement pour les nombreux décès qui y ont eu lieu au fil des ans, mais aussi parce qu'on le qualifiait d'agression écologique et de mépris humanitaire envers les pays africains. Une contestation qui s'est notamment manifestée par la chanson « *500 connards sur la ligne de départ* » de Renaud.

Nous parlons plutôt de la coopération sur le climat qui a cours aujourd'hui entre ces deux villes, un peu comme un baume sur les blessures du passé. La région Paris-Ile-de-France accompagne en effet la région de Dakar dans sa démarche pour se doter d'un Plan d'action climat territoire. Un bel exemple de coopération décentralisée que le RNCREQ espère bien pouvoir aussi mettre en place entre la France et le Québec en matière de mobilisation des territoires pour la transition énergétique.

Le fait marquant

La coalition des ONG qui décerne traditionnellement le « Fossile du jour » à un pays parce qu'il freine les négociations a choisi hier de ne pas donner le trophée. Un « Rayon du jour » a plutôt été décerné aux 43 pays du *Climate Vulnerability Forum* (CVF). Ces pays ont fait la déclaration ambitieuse et osée d'avoir pour objectif la décarbonisation complète de leur économie et 100 % d'énergies renouvelables d'ici 2050 ! Il s'agit d'un pas important vers un objectif de réchauffement global limité à 1,5 °C.

Pour aller plus loin, [le bulletin quotidien des groupes du Réseau Action Climat mondial](#).

La personne la plus inspirante

Philippe Bourke a été touchée par une grande dame : « Encore l'Afrique. Cette fois, le Tchad. Paneliste pour le lancement du Sommet mondial des acteurs du climat, cette grande dame dont j'ignore le nom a pris la parole après les interventions des ministres de l'environnement de la France et du Maroc. Malheureusement, les deux ministres ont dû quitter l'évènement avant la fin dans une cohue journalistique classique. Plusieurs personnes dans l'assistance sont aussi sorties et bien peu de celles qui restaient étaient encore attentives...

C'est là que la grande dame est apparue. Elle a dit sa déception. Elle voulait que les ministres entendent son message. Elle est restée digne, comme les autres Africains que j'ai croisés ici. Premières victimes de l'injustice climatique, ils ne sont pas ici pour se plaindre et demander la charité. Ils ont des solutions toutes simples et souvent peu coûteuses à proposer pour lutter contre les changements climatiques. Ils veulent seulement qu'on les écoute. »

À surveiller demain

Philippe Bourke assistera jeudi à la Journée de l'Agence internationale de l'énergie dans la Zone bleue de la COP21. Une série de conférences se tiendra pour déterminer notamment quels devraient être les éléments clés pour plafonner les émissions de GES mondiales, en particulier grâce aux mesures d'efficacité énergétique et en ayant recours aux énergies renouvelables. [Plus d'informations](#)

COP 21 – 3 décembre 2015

The Bridge Strategy et Place to B

La leçon du jour

Nous sommes « carbon addicts » ! (dépendants du carbone)

C'est une évidence sur le plan biologique mais à ça, on n'y peut rien. Essayez de vous passer du carbone dans votre alimentation : pas de glucides, pas de lipides et pas de protéines !

Ce qu'on conçoit moins, mais qu'on découvre de plus en plus, c'est à quel point nous sommes dépendants du carbone sur le plan économique. Et que cela explique la plus grande part des émissions de GES. Pour cette dépendance, on peut faire quelque chose.

Comment ? Il faut donner des indications claires aux multiples acteurs de l'économie pour qu'ils deviennent naturellement encouragés, par les forces du marché, à réduire leur dépendance carbone. Pour ça il faut imposer au carbone un prix qui va leur envoyer un signal clair et franc.

Mais attention ! mettre un prix sur le carbone, que ce soit par une taxe (comme en Colombie-Britannique), ou par un marché de plafonnement et d'échange des émissions (comme au Québec), c'est absolument nécessaire, mais non suffisant pour résoudre la crise climatique. Il est tout aussi indispensable de retirer les subventions gouvernementales aux industries fossiles (près d'un milliard \$ au Canada en 2014) sans quoi on fera au mieux du surplace, puisqu'on ramènera toujours à contre-courant.

Le fait marquant

Aïe ! Des chiffres qui font mal. Mais d'autres qui font du bien.

Vous savez à quel point le RNCREQ est passionné et actif en matière d'énergie. Il ne fallait donc pas manquer la conférence de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) aujourd'hui à la COP21. L'AIE, c'est LA référence en matière de données et de bilan sur l'énergie dans le monde (dont le rapport annuel WEO [World Energy Outlook](#)).

Les données présentées sont toujours aussi sombres lorsqu'on observe les tendances d'émissions de GES associées au secteur de l'énergie : les besoins sont en croissance et les combustibles fossiles occupent toujours une place prépondérante dans le portefeuille de ressources. Ce sont ces chiffres qui font dire aux experts de l'AIE que pour limiter le réchauffement sous la barre symbolique des 2 °C, il ne faut pas exploiter plus du tiers des ressources prouvées de pétrole.

Grâce à ces données, on sait où on est, on sait où on doit aller, et on sait que l'écart entre les deux est important. Comment faire le pont ? L'AIE propose « The Bridge Strategy » qui comprend cinq champs d'action que Philippe Bourke résume et mets en perspective dans un petit tableau [ici](#) ou ci-après.

La personne inspirante de la journée

Anne-Sophie Novel, journaliste, blogueuse pour Le Monde et auteure spécialisée dans les alternatives et l'économie collaborative, est à l'origine de « Place To B » un lieu alternatif d'échange et de réflexion.

« J'assistais cet après-midi à un colloque sur la [Gouvernance multi-niveaux dans la planification énergétique durable](#) organisé par [Coopenergy](#) et la [Fedarene](#), raconte Cédric Chaperon. Il s'agissait en fait de réfléchir aux conditions de succès à réunir pour s'assurer de l'implication de toutes les parties prenantes dans les démarches de transition énergétique sur un territoire donné. Une foule d'exemples de démarches ont été présentées provenant de République Tchèque, d'Angleterre, d'Espagne, d'Allemagne, d'Italie et j'en passe.

Un facteur de succès commun à toutes les démarches ?

L'implication des citoyens. Elle est garante dans la majorité des cas du succès d'une démarche de transition. Ces derniers doivent être impliqués d'un bout à l'autre du processus qui devra être intégré, participatif et basé sur des preuves.

Afin d'engager les citoyens qui sont toujours plus sollicités par de multiples enjeux, il faut s'assurer de communiquer efficacement. Cet aspect communicationnel (qui nous est si cher à nous, les CRE) est pourtant souvent oublié ou négligé. Il est pourtant indissociable des enjeux climatiques. Il convient donc de faire preuve d'inventivité et d'originalité pour faire passer les messages et capter l'attention.

L'initiative d'Anne-Sophie Novel est particulièrement intéressante dans cette perspective. Installée dans une auberge de jeunesse, près de la gare du Nord, *Place to B* est un lieu de réflexion où blogueurs, artistes et salariés d'ONG se réunissent pour échanger et réfléchir ensemble aux enjeux climatiques, et aux manières de les aborder et de les communiquer. »

Lire l'article dans [Le Monde](#) | Visiter le site web [Place to B](#)

À surveiller demain

Cet après-midi, à deux pas de l'Assemblée nationale, les maires des principales villes canadiennes tenaient une conférence de presse pour réitérer leur appui au Premier ministre du Canada, Justin Trudeau. Ils rappelaient en outre que les villes doivent jouer un rôle primordial dans la lutte contre les changements climatiques. Cette annonce fait écho à l'évènement à surveiller demain, le [Sommet des élus locaux pour le climat](#), qui se tiendra demain à l'hôtel de ville de Paris. Anne Hidalgo, mairesse de Paris, et Michael R. Bloomberg, envoyé spécial des Nations Unies pour les villes et le changement climatique, co-présideront l'évènement. La journée permettra de mettre en valeur les initiatives des villes lors des négociations internationales avec l'objectif de parvenir à un accord universel juridiquement contraignant qui permettra de lutter efficacement contre le changement climatique.

Les cinq champs d'action de « The Bridge Strategy » d'après l'Agence internationale de l'énergie (AIE)

<i>CHAMPS D'ACTION</i>	<i>RÉDUCTIONS ATTENDUES</i>	<i>IMPLICATIONS POUR LE QUÉBEC</i>
Investir dans l' efficacité énergétique , particulièrement dans le secteur des transports et des bâtiments	49 %	C'est sans aucun doute le secteur dans lequel le Québec doit le plus s'investir, particulièrement dans les transports. Il faut de l'innovation, des programmes, de la mobilisation et de l'accompagnement. Les CRE sont particulièrement actifs dans ces 2 derniers cas grâce à la démarche Par Notre PROPRE énergie.
Éviter la construction et fermer graduellement les centrales au charbon les moins efficaces	9 %	Heureusement, le Québec n'a pas ce problème et l'Ontario vient de fermer sa dernière centrale l'an dernier.
Investir dans les énergies renouvelables	17 %	Nous avons déjà fait largement notre part dans ce secteur jusqu'ici et notre réputation mondiale est bien établie. Mais il reste néanmoins du travail à faire et surtout des opportunités à saisir.
Réduire graduellement les subventions aux énergies fossiles	10 %	Malheureusement, le Québec a récemment commencé à subventionner directement ce secteur pour l'exploration à Anticosti notamment. En outre, par les impôts et taxes qu'ils paient au gouvernement fédéral, les québécois assument leur part de la contribution de l'État au soutien de l'industrie pétrolière canadienne, laquelle s'élève à près d'un milliard par an. On ne parle pas ici du soutien par l'entremise de leurs investissements privés et publics dans l'industrie des combustibles fossiles (tel que ceux de la Caisse de dépôt et placement). IL faudrait néanmoins se poser des questions sur l'implication de cet investissement, ne serait-ce que par souci de cohérence.
Diminuer les émissions fugitives de méthane associées à la production de pétrole et de gaz.	15 %	C'est un secteur négligé qui pourtant offre des potentiels de réduction élevés à faible coût. L'Alberta a récemment annoncé qu'elle forcera l'industrie à réduire ce type d'émission de 45%. Pour le Québec, inutile de dire que la meilleure façon d'éviter d'avoir à gérer ce problème, c'est encore de renoncer à s'engager sur la voie de la production d'hydrocarbure (gaz et pétrole).

COP 21 – 4 décembre 2015

Business as UN-usual

La leçon du jour

C'est un fait, les entreprises ont un rôle crucial à jouer si l'on veut pouvoir espérer s'engager sérieusement dans la lutte contre les changements climatiques. Or une dimension particulière et inattendue de la contribution des entreprises a surpris et inspiré Philippe Bourke aujourd'hui. Une leçon qui nous vient du Costa-Rica. Rappelons que le Costa-Rica a l'ambition d'être [le premier pays neutre en carbone en 2021](#). Comment le gouvernement est-il parvenu à rallier la société civile à un objectif aussi ambitieux ? Vous devinez : grâce aux entreprises.

Nous avons généralement l'habitude d'entendre le lobby des entreprises et des regroupements d'affaires demander aux gouvernements de jouer plutôt de prudence et de modération dans leurs ambitions pour la lutte contre les changements climatiques : « *On veut bien protéger l'environnement mais il ne faudrait pas que ça nuise à l'économie !* » Étant donné leur immense pouvoir d'influence, ce genre de discours réussi généralement à limiter l'action des États face à la crise climatique. Imaginez si ce pouvoir d'influence était plutôt dirigé dans l'autre sens !

C'est ce qui s'est produit au Costa-Rica. L'Association des producteurs de café (plus de 600 membres) a pris le leadership en s'engageant vers la neutralité carbone, y percevant des avantages économiques et d'affaires, notamment en termes de positionnement dans le marché. Ces leaders ont rapidement convaincu les autres secteurs de leur emboîter le pas. Oui, l'effet « boule de neige » existe aussi dans les pays tropicaux !

Partout dans le monde des entreprises ont, elles aussi, compris l'importance de se mettre dans l'action en matière de changements climatiques. Il m'apparaît essentiel et urgent qu'elles en témoignent le plus possible autour d'elles. Elles sont le mieux placées pour convaincre les autres que les changements climatiques, ce n'est pas juste une affaire d'écolos, mais un enjeu économique majeur qu'elles ne peuvent plus ignorer. Si elles se contentent de faire du « *business as usual* », elles subiront les risques climatiques sans pouvoir tirer parti des opportunités.

Le fait marquant

Le premier ministre du Manitoba, Greg Selinger, [annonçait hier que le Manitoba se joindrait à la bourse du carbone](#) (système de plafonnement d'échange de droits d'émissions des GES). La [Western Climate Initiative](#) est le fruit de la collaboration entre des États et des provinces afin de s'attaquer au changement climatique à l'échelle régionale. Ce marché du carbone est donc maintenant composé de la Colombie-Britannique, de la Californie, de l'Ontario, du Québec et du Manitoba.

La personne inspirante de la journée

Pas le choix : il faut en nommer deux aujourd'hui tant ils se complètent à merveille. Il s'agit du Canadien d'origine [Mark Carney](#), ancien gouverneur de la Banque du Canada, dirigeant de la Banque d'Angleterre depuis 2013, et de [Michael Bloomberg](#), homme d'affaires États-Uniens et ancien maire de New-York.

Chacun à leur façon, ils sont en train de contaminer le monde de la finance avec leurs propos lucides et visionnaires sur la place que les enjeux climatiques doivent occuper dans la sphère décisionnelle des dirigeants. Des bouleversements sans précédent sont à l'œuvre et vont s'amplifier, nous disent-ils. Mieux vaut s'y intéresser pour y voir clair et pour pouvoir gérer comme il se doit ces risques et ces opportunités.

Ensemble sur la scène ce midi, ils ont complètement déstabilisé les habitués de la COP présents dans la salle. Des propos si percutants, et de la bouche des gens d'affaires de surcroît, c'est une véritable révolution ici. Une révolution bienvenue et stimulante.

Pour en savoir plus :

Réalisé à l'initiative de M. Bloomberg, parcourez le rapport [Risky Business](#), une référence en matière de risques économiques des changements climatiques.

Lisez ou écoutez le discours que M. Carney a livré le 29 septembre dernier devant la Lloyd's de Londres : [Breaking the tragedy of the horizon - climate change and financial stability](#)

À surveiller ce week-end

En marge des activités au Bourget (lieu où se déroule la COP), de nombreuses initiatives émergent. Cette fin de semaine sera indéniablement marquée par l'ouverture du Village mondial des alternatives. Ce grand événement citoyen se tiendra samedi et dimanche à Montreuil et a pour objectif de mettre à l'honneur les alternatives existantes qui démontrent qu'il est encore possible d'agir un peu plus pour relever le défi climatique.

Des dizaines de milliers de personnes sont attendues dans les rues de Montreuil qui seront piétonnes pour l'occasion. Plus d'informations : <https://alternatiba.eu/village-mondial-alternatives/>

Bonus du jour

Le reportage de Radio-Canada : [Chaleur et ouragan : votre bulletin météo de décembre 2050](#)

COP 21 – 7 décembre 2015

« Les dinosaures n'ont rien fait, eux non plus »

La leçon du jour

Lors du forum « RE-ENERGISING THE FUTURE », qui avait lieu dimanche au Palais Brongniart, on a pu entendre l'explorateur suisse Bertrand Piccard, l'initiateur du projet [Solar Impulse](#). Vous en avez probablement entendu parler : il s'agit de l'avion à l'autonomie illimitée, capable de voler de jour comme de nuit sans carburant. En plus de nous parler de son aventure, Monsieur Piccard a exposé sa vision sur les moteurs de la motivation pour stimuler la transition énergétique. Voici quelques citations marquantes (traduction libre) :

Si vous demandez aux gens de faire des sacrifices, ça ne marchera pas.

On ne peut pas demander aux gens de modifier leurs comportements si ce n'est pas dans leur intérêt à court terme.

On a besoin de pionniers pour montrer que l'impossible est atteignable.

Le fait marquant

La campagne de communication de la Coalition Climat 21, qui regroupe 130 organismes de la société civile française, nous interpelle. Les messages percutants qu'elle véhicule sur ses affiches nous rappellent que, au lieu d'utiliser son génie des communications pour nous faire acheter des trucs dont on n'a pas besoin, l'humain pourrait le mettre au service des changements de comportement pour un monde plus juste et plus durable...

Voici des citations tirées des affiches de la Coalition Climat 21 :

Les dinosaures aussi ont vécu un truc dans ce genre. Et ils n'ont rien fait, eux non plus.

Pendant combien de temps peut-on encore se dire : on verra ?

Ce qui risque d'arriver a déjà commencé.

On n'est pas la seule espèce menacée. Mais on est la seule à en avoir conscience. Et pourtant.

La planète a déjà connu pire. Pas nous.

[Voir les affiches](#) | [En savoir plus sur la Coalition Climat 21](#)



La personne inspirante de la journée

Kathy Jetnil-Kijner, poétesse, écrivaine, artiste et journaliste originaire des Îles Marshall dans l'Océan Pacifique. Avec la poésie, Kathy Jetnil-Kijner sensibilise dans le monde entier les citoyens et décideurs à l'importance de passer à l'action en matière de lutte contre les changements climatiques. Elle a ainsi livré lors du Forum « RE-ENERGISING THE FUTURE » un vibrant poème sur la situation des Îles Marshall face aux impacts des changements climatiques et de la montée du niveau de la mer. Car seulement quelques degrés de plus, même s'ils se limitent à 2 °C, feront disparaître les Îles Marshall d'ici à peine quelques dizaines d'années. Elle demande ainsi à ce que les engagements des pays limitent le réchauffement global à 1,5 °C..

[Écouter son discours à l'ONU lors du Sommet sur le climat à New-York](#)

[Écouter le poème *Dear Matafele Peinem*](#)

À surveiller demain

Demain, 8 décembre, aura lieu une conférence sur un thème qui pour nous est essentiel en matière de lutte contre les changements climatiques : la santé publique.

En effet, les changements climatiques posent de sérieux risques pour la santé, en particulier pour les personnes les plus démunies. Par ailleurs, cet enjeu peut nous aider à mobiliser les acteurs pour l'amélioration de la santé publique associée à une économie sobre en carbone. Nous sommes convaincus que les citoyens et les décideurs seront plus enclins à poser des gestes pour lutter contre les changements climatiques s'ils sont conscients des impacts positifs de ces gestes sur leur santé, celle de leurs proches et de leurs concitoyens.

Ainsi, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en collaboration avec d'autres grandes organisations comme Unicef, UNEP et la Convention sur la diversité biologique, tiendra un événement au cours duquel on cherchera à démontrer en quoi un accord international sur le climat est si essentiel en matière de santé publique.

À lire

[L'excellente bande dessinée « Les changements climatiques, c'est vraiment vrai ? »](#), qui casse les mythes et les « intox » sur les changements climatiques.

COP 21 – 8 décembre 2015

La vie est sacrée, pas la propriété

La leçon du jour

« Dans une discussion de fin d'atelier, une participante a lancé cette phrase : *Si le monde va si mal aujourd'hui, c'est parce que la propriété est sacrée, pas la vie.* J'ai été touché par la justesse et la sagesse de ce propos, explique Philippe Bourke.

Parce que c'est bien de ça dont il est question en fin de compte ici : de vies humaines. La science est sans équivoque : les changements climatiques causent déjà, et vont entraîner encore davantage la mort et la souffrance humaine, en particulier chez les personnes et les peuples les plus démunis.

Pendant ce temps, que ce soit à l'échelle des chefs d'État ou des individus, les causes du phénomène tout autant que les obstacles à l'action sont essentiellement dû à notre quête de la propriété, de la possession, du pouvoir, à la compétition, aux droits, à l'individualisme. Moi, moi et moi.

Un accord ambitieux à Paris aura besoin au contraire de l'autre facette de l'humanité : celle qui s'exprime par la compassion et la solidarité. Et les solutions pour agir sur le climat, de la même manière, doivent prendre racine dans le respect de l'autre, la simplicité, le partage, la collaboration, l'équité.

La vie est sacrée, pas la propriété. »

Le fait marquant

L'objectif de limiter le réchauffement global de la planète à 1,5 °C (plutôt que 2 °C) fait son chemin, et c'est une très bonne chose. Alors qu'un nombre considérable de villes et de pays vulnérables demandent à ce que les pays développés adoptent cet objectif, un certain nombre de pays emboîtent le pas, et non des moindres. Hier, la nouvelle ministre de l'Environnement canadienne Catherine McKenna a elle aussi souscrit à cet objectif. En attendant de voir les moyens qui seront mis en œuvre pour atteindre cette cible, cet engagement confirme un changement radical dans la reconnaissance de cet enjeu de la part du gouvernement canadien.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a par ailleurs nommé Mme McKenna comme facilitatrice dans les négociations de cette semaine. Elle aura donc la responsabilité de contribuer activement à la conclusion d'un accord historique. Un changement radical, là aussi, puisqu'il n'y a pas si longtemps, le Canada était plutôt perçu comme faisant obstructions aux négociations...

La personne inspirante

Jacky Aignel, maire de Saint-Gouëno, en Bretagne, et président de la Communauté de communes (une sorte de MRC) du Méné est probablement un des élus qui a fait le plus avancer le concept de Territoire à énergie positive (TEPOS) en France. Agriculteur de métier dans une communauté de commune de 6 500 habitants, et confronté à des problématiques de ressources en eau du fait de ses activités, il a compris que son milieu devait se prendre en main et a décidé, avec ses pairs, de s'occuper des enjeux agricoles. Un rapport commandé par la Communauté de communes du Méné (CCM) a révélé que 9 millions d'euros par année en dépenses d'énergie sortait de l'économie de la région, alors que celle-ci est une des plus pauvre de France.

En 2005, la CCM s'est donné comme objectif de devenir d'ici 2025 un territoire à énergie positive. Aujourd'hui, ce territoire est sur la bonne voie et multiplie les projets plus inspirants les uns que les autres : usine de méthanisation, huilerie de colza, plateformes bois-énergie et réseaux de chaleur, parc éolien participatif...

À présent, 200 territoires ont emboîté le pas en France et la démarche des TEPOS est officiellement reconnue par le gouvernement français.

[En savoir plus sur les TEPOS](#)

[En savoir plus sur la Communauté de communes du Mené](#)

À surveiller demain

Dans le cadre des activités organisées par l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), le Québec sera à l'honneur demain matin pour la matinée qui lui sera consacrée. Philippe Couillard, Premier ministre du Québec, et Michaëlle Jean, Secrétaire générale de l'OIF y seront présents. De nombreux intervenants québécois y prendront la parole sur deux enjeux principaux : « l'intégration des enjeux climatiques dans les politiques publiques » et « l'action concertée pour une lutte efficace contre les changements climatiques ».

[Pour consulter le programme détaillé](#) (page 17)

Bonus du jour

À 13h30, heure de Paris, tous les écrans et haut-parleurs du Bourget ont été mobilisés aujourd'hui pour permettre aux personnes présentes d'assister en direct à la présentation d'Al Gore, ancien vice-président des États-Unis, candidat à la maison Blanche et militant renommé de la lutte contre les changements climatiques. Il s'adressait aux négociateurs dans cette dernière semaine vers la conclusion de l'accord de Paris. Une véritable bête de scène, comme Tina Turner qui ce dimanche [fêtait à sa façon ses 76 ans](#), avec [une énergie et une passion débordante et inépuisable](#). Ils font tous les deux preuve d'une capacité unique de lutter avec courage et acharnement contre l'adversité. « Ils déchirent, quoi ! », comme disent les Français.

COP 21 – 9 décembre 2015

Une mobilisation indispensable à faire en amont

La leçon du jour

Jo Spiegel, maire de Kingersheim, en Alsace, et commissaire à la transition énergétique dans Mulhouse Alsace Agglomération a expliqué lors d'une conférence que le rôle des citoyens et des pouvoirs locaux dans la transition énergétique doit s'articuler autour d'une « haute approche démocratique ». Par cela, on entend une véritable interaction entre l'administration publique et les citoyens, qui « permet à chacun de passer du *je* au *nous*, du particulier au général », le tout dans un processus « lent », c'est-à-dire qui n'entraîne pas la prise de décision précipitée et non éclairée.

Grâce à un travail de mobilisation indispensable à faire en amont, on ne doit procéder « ni à une révolution, ni au statu quo, mais plutôt à une métamorphose de notre société » qui permettra de « passer d'une communauté de destin à une communauté d'agir ».

Tous ces prérequis doivent s'inscrire dans toutes les étapes du processus démocratique :

- **Informer, former, sensibiliser** et prendre le temps de le faire, car ce travail n'est jamais terminé. Il faut en outre aller chercher les invisibles, c'est-à-dire ceux qui ne comprennent pas ou qui ne se sentent pas concernés.
- **Débattre** : cela consiste à créer des plates-formes d'échanges pertinentes et adaptées, qui favorisent la franchise, l'écoute, l'acceptation, le respect des points de vue et la transparence dans les échanges.
- La pierre angulaire qui précède la décision, c'est l'étape de **co-écriture** et de **co-construction**. Il faut s'assurer de mettre sur pied une plate-forme démocratique qui rassemble toutes les parties prenantes (experts, élus, citoyens, etc.) et permette la « fertilisation des points de vue ».
- **S'engager**, à l'image d'un pacte civique, et s'assurer de mobiliser des moyens, fixer des ambitions, des étapes, prendre le temps de bien faire les choses, faire des suivis, impliquer les parties prenantes et mobiliser les mouvements associatif en les soutenant adéquatement.

«Le pouvoir naît quand les hommes travaillent ensemble. Il disparaît lorsqu'ils se dispersent. » (Hanna Arendt)

Le fait marquant

Malgré tout le travail diplomatique du gouvernement français pour tenter de parvenir à un accord sur le texte final dès vendredi après-midi, il semble que le texte présenté ce matin par Laurent Fabius, le président de la COP21, soit encore bien loin d'être abouti. Ainsi, les mêmes questions épineuses demeurent en suspens concernant la différenciation des efforts entre pays riches et pays plus pauvres, le financement de la lutte contre le changement climatique et le « niveau d'ambition de l'accord ».

Rédigé à partir de l'article du Monde : [COP21 : un texte d'accord encore très inabouti](#)

Suivre la réaction de la [Fondation Nicolas Hulot](#) et du [Réseau Action Climat France](#)

Dernière version du texte d'accord : <http://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/eng/da01.pdf>

La personne inspirante de la journée

[Reza](#) est un photographe engagé reconnu mondialement, notamment pour ses contributions au magazine *National Geographic*. Il est le fondateur de *Aina (Mirror)*, un OBNL dont la mission est d'assurer l'éducation et le développement des capacités des jeunes et des femmes en utilisant les médias de communication.



La photo a le pouvoir de provoquer le changement social. Elle montre l'invisible dans le visible. Alors quoi de mieux que de demander aux jeunes de s'exprimer par la photo, eux qui voient des choses qui nous sont désormais invisibles.

Reza a collaboré au concours photos « [Children's Eyes on Earth](#) » dont la première édition portait sur le thème « *Aimer la nature – craindre la pollution* ». À voir.

À surveiller demain

Alors que cette COP marque l'avènement et la reconnaissance du rôle des États et des territoires infranationaux dans la lutte contre les changements climatiques, qu'en est-il de celui des citoyens ? Une conférence se tiendra demain sur la démocratie énergétique : l'engagement citoyen dans les défis climatiques contemporains. On y présentera notamment des « projets d'énergie citoyenne », qui sont des initiatives décentralisées de production et de consommation d'énergie de sources renouvelables. Il s'en développe partout dans le monde (Danemark, Belgique, France, Royaume-Uni, Espagne...).

[Pour voir le programme de la conférence](#)

Bonus du jour

La deuxième leçon du jour de Philippe Bourke — « On a beau vivre déjà l'impact des changements climatiques, être à Paris, et profiter d'un temps exceptionnellement chaud pour le mois de décembre, il y a des limites à ne pas dépasser. Je n'en ai fait qu'à ma tête malgré les avertissements, me promenant légèrement vêtu, et... j'ai attrapé un vilain rhume. Morale : la nature l'emporte toujours sur la bêtise humaine. »

COP 21 – 10 décembre 2015

Et les droits de l'Homme dans tout ça ?

La leçon du jour

Nous assistions ce matin à une conférence sur la démocratie énergétique, visant à pousser la réflexion de l'engagement citoyen dans les défis climatiques contemporains. La présente Conférence des parties aura probablement été celle la plus suivie de par le monde et jamais la pression n'aura été aussi forte afin que les États s'engagent dans l'adoption d'objectifs ambitieux de réduction des émissions de GES. Mais, comme le soulignait aujourd'hui Stephan Brandligt, maire adjoint de Delft et vice-président d'Energy Cities, « nous sommes à une époque charnière, et, que ça passe par l'adoption d'un accord ou non [lors de la COP21], il faut aller de l'avant dans la lutte contre les changements climatiques ».

C'est notamment dans cet esprit que sont nés une foule de coopératives et de groupes de citoyens qui s'investissent dans des initiatives décentralisées de production et de consommation d'énergie de sources renouvelables. Cette dynamique sensibilise les territoires à la transition énergétique, crée de la richesse locale et renouvelle les pratiques démocratiques. La conférence de ce matin a donc été l'occasion de mettre en valeur des exemples de coopératives provenant des quatre coins de l'Europe. Inspirant.

En voici deux exemples :

[Site web de REScoop](#)

[Site web de d'Enercoop](#), seul fournisseur coopératif d'énergie 100 % renouvelable en France

Le fait marquant

Comme le souligne l'excellent [bulletin ÉCO du RAC-France](#), la communauté internationale s'est réunie à Paris pour signer la Déclaration universelle des droits de l'Homme il y a 67 ans aujourd'hui. De nombreuses organisations ont donc travaillé ces derniers jours pour que la question des droits de l'Homme soit intégrée de manière transversale dans le texte opérationnel de l'accord de Paris. La lutte contre les changements climatiques doit contribuer à protéger les droits de ceux qui sont les plus affectés par ses lourdes conséquences.

[Voir la campagne d'Amnistie Internationale](#)

[Lire le communiqué conjoint](#) d'Amnistie Internationale et de Greenpeace

La personne inspirante de la journée

Pour Alain Caillé, sociologue, alors qu'on cherche de plus en plus à assurer la prise en charge de la société par la société, on se trouve pris dans un monde où il ne semble y avoir que deux systèmes qui s'affrontent : le contrôle par l'État ou le contrôle par le marché.

C'est le mouvement social qui nous permettra de sortir de ce balancier insoutenable. Et le succès du mouvement social repose sur l'accomplissement de deux tâches :

- inventer une société démocratique du "vivre-bien" sans croissance du PIB,
- s'opposer à la démesure, à l'accumulation de biens, qui favorisent l'épuisement des ressources et la croissance des iniquités.

Lourde tâche ! Mais l'énergie (sa production et sa consommation) est un vecteur intéressant pour y parvenir, car c'est concret pour les gens, et transversal.

À surveiller demain

Comme le rapporte [Le Monde](#), « une nouvelle version du texte d'accord, plus courte, a été présentée jeudi 10 décembre dans la soirée, à la veille de la clôture officielle de la conférence climat de l'ONU. Laurent Fabius, président de la COP21, a annoncé aux négociateurs qu'il pensait "être en mesure" de présenter vendredi la "proposition de texte final" pour le pacte sur le climat. »

Pour suivre, les avancées quant à l'adoption de l'accord, consultez les gazouillis de la [Fondation Nicolas Hulot](#) et du [Réseau Action Climat France](#).

COP 21 – 11 décembre 2015

Le tabou de la lutte climatique

La leçon du jour

Malgré le fait que nous n'en sommes pas à la première Conférence des parties sur le climat, les points de désaccord entre les pays restent sensiblement les mêmes années après années. Ceux-ci sont détaillés dans [un article d'Alexandre Shields](#) sorti ce matin :

La question de la différenciation : le niveau d'efforts à fournir pour chacun des pays a suivi depuis les années 90 une ligne directrice selon leurs responsabilités historiques, et en fonction de leurs capacités respectives et des situations économiques et sociales. Certains veulent rompre cette différenciation (les pays industrialisés surtout), d'autres s'y opposent (les pays émergents surtout).

L'ambition : afin de limiter le plus possible les impacts des changements climatiques, il a été question dans toute la COP que les engagements des pays permettent de se diriger vers un réchauffement global de +1,5 °C, plutôt que de 2 °C. Malgré des progrès dans la rédaction de l'accord et de l'intitulé de la cible, il n'y a toujours pas de consensus à l'heure actuelle, au grand dam des pays insulaires, qui sont les plus menacés par la montée du niveau des océans.

Les engagements financiers : malgré des progrès de ce côté, et le fait que l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars par année d'ici 2020 fasse consensus, les engagements des États ne permettent pas pour le moment d'atteindre la cible fixée. En finir avec les subventions aux énergies fossiles pourrait probablement aider à mobiliser les fonds pourtant...

Le fait marquant

Le tabou de la lutte climatique ! Il y a une chose qu'on retrouve rarement, voire jamais dans les politiques et les plans d'action en matière de climat et qui pourtant est responsable d'une part significative des émissions de GES : la viande.

Pour de multiples raisons, on a du mal à regarder cette réalité en face. À commencer par le fait que la consommation de viande est tout ce qui a de plus traditionnel dans l'histoire de l'humanité, ce qui a le défaut de faire passer à tort que les végétariens pour des hippies extrémistes défenseurs des animaux. En outre, c'est une habitude alimentaire profondément ancrée qui comporte même pour plusieurs une dimension culturelle importante. Enfin, reconnaissons qu'il n'est pas facile de concevoir le lien entre la consommation de viande et le climat; les GES sont émis durant la chaîne de production et non pas au moment où l'on savoure notre steak, même s'il est bien cuit. Je l'avoue, moi-même j'ai du mal à me faire un devoir de réduire ma consommation.

Or j'ai assisté à une conférence organisée par le mouvement Lundi sans viande qui fait la promotion de la réduction de la consommation de viande avec le très français slogan « *Less meat is less heat* ».

J'y ai appris que de nombreuses études scientifiques démontrent qu'il sera impossible de respecter le fameux seuil de 2 °C sans réduire la consommation de viande et le gaspillage alimentaire.

Autre argument massue: manger moins de viandes est aussi une excellente résolution à prendre pour notre santé, comme de nouvelles données l'ont de nouveau démontré récemment.

Alors, notre nouveau premier ministre osera-t-il une réforme du célèbre guide alimentaire canadien ?

Pauvre Alberta ! d'abord le pétrole et ensuite le bœuf de l'ouest...



Regroupement des conseils régionaux de l'environnement du Québec

Maison du développement durable

50, rue Sainte-Catherine Ouest

Bureau 380.A

Montréal H2X 3V4

514 861 7022

www.rncreq.org